



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »

février 2017

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

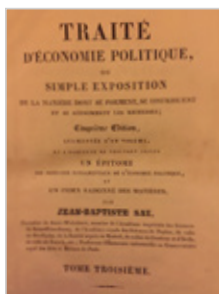
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

février 2017

Alors que les candidats en campagne n'en parlent pas ou à peine, il convient de lire Jean-Baptiste Say qui nous avertit de la toxicité de la dépense et de la dette publiques.



« Il est impossible aux gouvernements de ne pas rejeter le fardeau de leurs dettes sur le peuple, et ils doivent toujours craindre que le peuple ne se lasse de supporter des charges qui ne sont pas accompagnées d'avantages proportionnés. Si nous, générations présentes, avons, du moins par notre silence, consenti à grever les revenus de nos neveux, nos neveux ne jugeront-ils pas convenable de secouer ce fardeau, s'ils viennent à s'apercevoir qu'il n'a servi en rien à leur bonheur ni à leur gloire ? L'avenir peut se croire fondé à demander des comptes au présent. Les représentants futurs d'une nation reprocheront peut-être à leurs prédécesseurs de ne l'avoir pas bien représentée. Combien d'emprunts ne pourront-ils pas imputer à des votes corrompus, à une fausse politique, à un orgueil national mal entendu, à des systèmes surannés ? (...)

Pour un état, comme pour un particulier, il n'y a pas deux moyens de s'affranchir de ses dettes. Cet unique moyen est d'y consacrer l'excédent de ses revenus sur ses dépenses. Pour guérir la lèpre des emprunts, le seul parti raisonnable est celui que prennent les malades qui ont ruiné leur tempérament par des excès, et qui le rétablissent par un régime plus sévère : il faut refaire par degrés les capitaux que l'on a imprudemment dissipés, c'est-à-dire diminuer les dépenses publiques et employer fidèlement les revenus épargnés de cette manière au rachat de la dette. Il n'y a, pour un ministre des finances, aucun talent qui vaille celui de dépenser peu. (...)

Entre les mains d'un gouvernement, une grosse somme fait naître de fâcheuses tentations. Le public profite rarement, je n'ose pas dire jamais, d'un trésor dont il a fait les frais : car toute valeur, et par conséquent toute richesse, vient originairement de lui. »

Traité d'Economie Politique - Tome III – cinquième édition 1826 - P.247 et suiv.

Analyse économique

février 2017

Campagne présidentielle : et si on parlait des vrais sujets ?

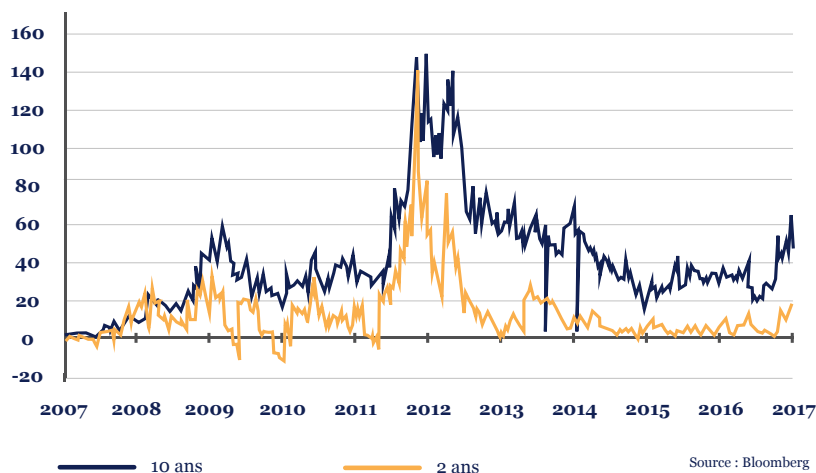
Alors que la campagne présidentielle semble s'éloigner de jour en jour des questions de fond, deux choses nous semblent montrer l'urgence d'un véritable retour du débat sur les réels enjeux pour l'économie française : les finances publiques et la compétitivité.

Un déficit qui devient plus cher à financer

Premièrement, la situation française semble commencer à inquiéter les marchés financiers: le spread entre la France et l'Allemagne à dix ans, c'est à dire l'écart entre le taux auquel le Trésor français emprunte à dix ans et celui auquel le Trésor allemand emprunte est à son niveau le plus élevé depuis la crise de la zone euro, en 2011 ; et ce malgré les achats de la BCE qui font plus que couvrir les émissions du Trésor français. Pour autant, cet écartement concerne essentiellement les maturités les plus lointaines, signe que les inquiétudes restent pour l'instant diffuses. Il s'explique sans doute par la crainte d'un éventuel Frexit en cas d'élection de Marine le Pen, mais force est de constater que même pour des pays dont l'appartenance à la zone euro ne semble pas courir le risque d'être remise en cause, les marchés ne sont pas revenus à la situation d'avant la crise de 2007 où tous les pays de la zone euro se finançaient à peu près au même taux que l'Allemagne.

Si cet écart venait à perdurer, cela représenterait un surcoût de l'ordre de 5 à 10 Mds EUR par rapport à la situation qui prévaudrait si la France pouvait se financer au même taux que l'Allemagne comme elle pouvait le faire avant 2007 (rappelons que l'ISF, pour donner un ordre de grandeur, rapporte environ 5 milliards par an). Alors que la remontée des taux d'intérêt qui s'amorce va progressivement renchérir le coût global de financement de la dette, ce surcoût représente un facteur de risque supplémentaire avec un ratio de dette publique sur PIB proche de 100%. Et il faut souligner que près de la moitié de la réduction du déficit entre 2012 et 2016 – de 4,8% à 3,3% du PIB – s'explique par la seule baisse des taux. Malgré le retour du déficit à près de 3%, l'assainissement budgétaire rester donc d'actualité.

France : spread par rapport à l'Allemagne

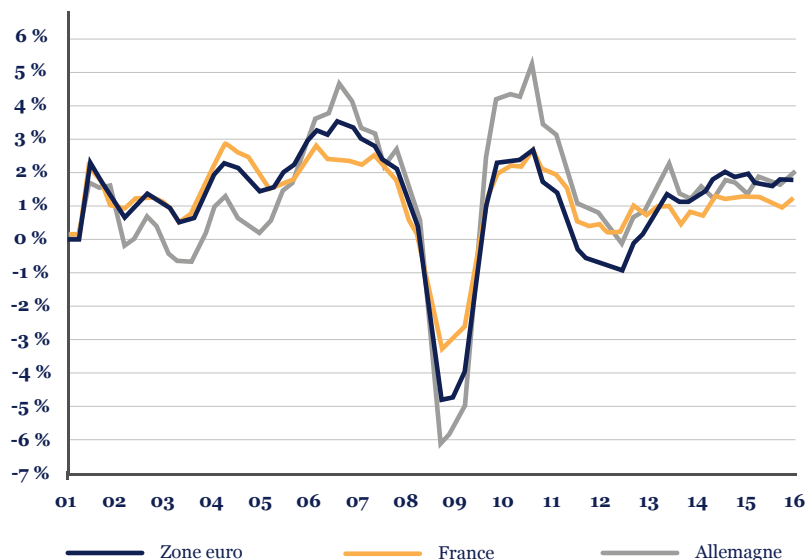


Une croissance toujours faiblarde

Deuxièmement, la publication des principaux chiffres d'activité pour l'année 2016 dresse un portrait peu brillant de l'économie française. En effet, la croissance est décevante et les chiffres du commerce extérieur ne sont pas bons. Ces deux évolutions sont en fait liées.

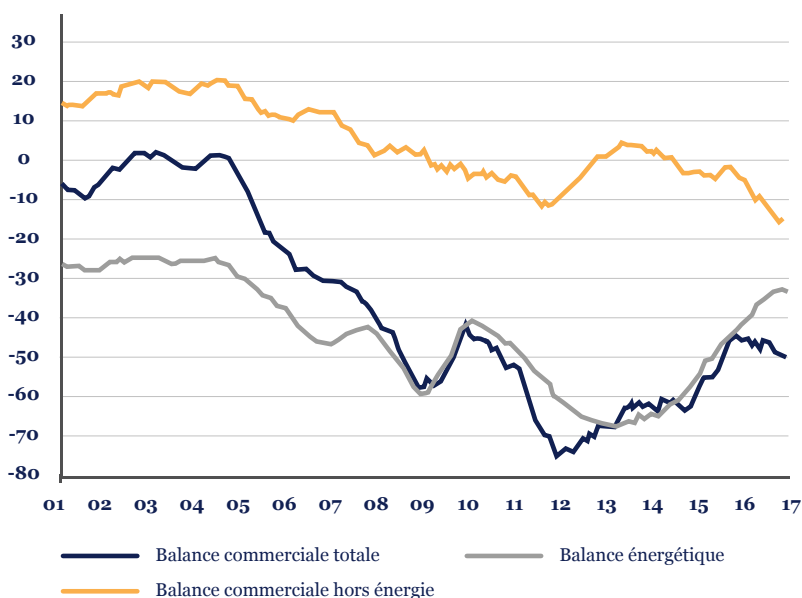
Alors même que l'économie française a continué de bénéficier du fameux alignement des planètes qu'ont représenté la baisse du prix du pétrole, la baisse de l'euro et la baisse des taux par la BCE, la croissance n'a atteint que 1,1% en 2016 contre 1,2% en 2015 et contre 1,7% dans la zone euro dans son ensemble. Cela fait maintenant près de trois ans que la croissance française (1,0% en moyenne entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2016) est plus faible que celle de la zone euro dans son ensemble (1,7%) et de l'Allemagne en particulier (1,6%).

Croissance trimestrielle annualisée du PIB



Le problème de la France n'est pas un problème de demande finale, car celle-ci reste relativement bien orientée. Une bonne partie de la demande domestique part en réalité dans les importations. Le manque de compétitivité de la France pénalise la croissance. En effet, le graphique ci-dessous décompose la balance commerciale entre sa composante énergétique et le reste. Derrière la tendance à l'amélioration de la balance globale depuis 2011 se cache en fait une nette dégradation du reste de la balance commerciale depuis 2013. Seule la très nette décélération de la consommation entre 2011 et 2013 avait permis une amélioration de ce solde.

Commerce extérieur de la France (Mds EUR, cumul sur douze mois)



Comment rendre de la compétitivité à l'économie française pour atteindre un niveau de croissance plus élevé ? Comment assainir nos finances publiques ? Voilà les deux questions auxquelles la campagne doit apporter des réponses.

Reçu 10/10

février 2017

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Difficile de ne pas joindre notre voix à celles qui commentent le dernier essai d'Agnès VERDIER-MOLINIÉ : « Ce que doit faire le (prochain) président » – Albin MICHEL.

Son diagnostic n'est pas nouveau : depuis « Toujours plus ! » (1982) et « Tant et plus ! » (1992) de François de Closets, nombreux sont ceux qui nous alarment sur le gaspillage des finances publiques et la nuisance des corporatismes, particulièrement dans la sphère publique. Mais ces maux diagnostiqués, parfois partagés dans les programmes politiques (1995 ou 2007 à droite), sont allés en empirant. Cette dérive donne une ampleur à nos problèmes de dette publique et d'inefficience économique qui menace réellement notre prospérité économique et notre paix sociale. Empilage de collectivités territoriales, bureaucratie galopante à Bruxelles comme dans les collectivités locales, incohérences guidées par le clientélisme, instabilité et excès fiscaux : les politiques publiques ruinent le pays. La protection de la BCE qui rend le coût de notre dette artificiellement bas et l'illusion d'un prêteur de dernier ressort que serait l'épargnant allemand -que l'on vilipende pour sa frugalité- encourage à ne pas parler de ce qui doit être fait et à poursuivre comme si de rien n'était... pour soi-disant défendre un « modèle social » en sursis.

Et la thérapie que propose Agnès Verdier-Molinié est à la hauteur de la progression du mal. Notre cadre législatif, réglementaire, budgétaire n'est plus adapté à l'évolution du monde et de l'économie française. Elle propose donc des recettes que vous devez impérativement aller découvrir pour 20 euros. Must read !

Collé 0/10

février 2017

*« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)*

Les Français (oui, nous) et l'éducation financière.

Le groupe d'assurance Allianz vient de publier une étude édifiante sur l'éducation financière dans 10 pays européens : [Étude Allianz](#).

L'Autriche, l'Allemagne et la Suisse sont les mieux classées ; la France est dernière, après le Portugal et l'Italie... Les pays à plus fort endettement public, comme par hasard ! Un résultat sans doute en rapport direct avec la situation de nos finances publiques et l'absence de contrôle des citoyens sur celles-ci. Différences culturelles, religieuses, différences entre les systèmes de retraite expliquent certainement une partie de cet écart ; mais pas la différence d'éducation générale qui joue peu. C'est donc une éducation spécifique qui fait défaut alors qu'elle devrait justement être renforcée pour compenser nos différences. Et la suppression du mécanisme de formation des prix sur le marché des programmes des sciences économiques et sociales de seconde en juin dernier ne contribue certainement pas à relever ce niveau déficient.

En matière financière le niveau français est particulièrement faible dans l'étude sur la partie « risque et rendement ». Une bonne explication à la mauvaise allocation de l'épargne en France qui a quitté le financement des entreprises au profit de la dette publique et qui tient sans doute à l'absence de considération pour le long terme qu'encourage la retraite par répartition. Selon Allianz, les individus qui ont une connaissance satisfaisante des concepts financiers de base (taux d'intérêt, inflation, risque, diversification) ont deux fois plus de chance de prendre de bonnes décisions financières. Quel candidat (à la présidentielle) est volontaire pour faire le test d'Allianz ? Lequel réussirait ? Essayez de votre côté...

Parole d'entrepreneur

février 2017

Jean-Emmanuel SIMON - Œnotropie -



Œnotropie importe et distribue des vins étrangers en France

Débutée en 2005 avec un seul domaine italien, le merveilleux Fattoria San Giusto a Rentennano (Toscane), notre activité principale nous conduit à représenter aujourd'hui plus de 40 producteurs de vins étrangers. Nous souhaitons ardemment faire connaître le travail de ces hommes et ces femmes qui nous sont chers, et qui mérite tout l'intérêt des professionnels et particuliers français qui désireraient découvrir l'excellence des grands vins étrangers. Avec plusieurs centaines de références et plus de 40 000 bouteilles en stock, nous espérons offrir une des plus belles sélections de vins étrangers disponibles en France.

Organisation et animation d'évènements autour du vin

Sur demande, nous concevons et organisons à destination d'entreprises ou de particuliers des dégustations, rencontres avec des vignerons et évènements liés au vin.

Consulting / expertise de cave

Depuis dix ans, nous intervenons auprès de professionnels pour les conseiller dans leurs achats et les aider à optimiser leurs stocks.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

J'ai créé ma société Œnotropie fin 2004. Après différentes expériences, j'ai souhaité accéder à une forme d'indépendance pour promouvoir et développer une idée simple, à savoir faire connaître la qualité des meilleurs vins étrangers en France, à l'époque très sous-représentée. Je me suis engagé parmi les premiers sur ce créneau de niche mais relativement porteur, et ai ainsi pu sélectionner avant de futurs concurrents des vignerons de prestige dont les vins n'étaient pas encore proposés en France.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Si je garde la maîtrise des décisions stratégiques, je m'efforce de déléguer suffisamment à mes collaborateurs pour qu'ils puissent bénéficier d'une marge de manœuvre suffisante pour entreprendre. Notre activité est essentiellement commerciale, aussi je souhaite promouvoir une autonomie importante au niveau de la prospection, des prises de décision comme des innovations dont chaque collaborateur a la responsabilité dans son domaine de compétence.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La création de valeur est à mes yeux comme la construction d'un édifice : il est souvent plus sûr de prendre son temps en bâtissant des fondations stables et en s'assurant de la solidité du matériau plutôt que d'élaborer une structure qui s'effondrera à la première tempête venue. La qualité de nos produits et de nos services, la philosophie qui nous anime comme le patient travail de communication pour nous faire connaître participent à mes yeux de cette création de valeur. Je citerai aussi la confiance qui se construit au fil des années avec des fournisseurs exigeants dont nous devons nous montrer dignes et dont nous avons l'ambition d'être les ambassadeurs.

4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Certainement l'allègement des charges qui pèsent sur les petites entreprises et freinent l'embauche de nouveaux salariés. Une mesure rarement évoquée par les économistes ou les politiques, mais qui me semblerait souhaitable, serait de renforcer l'obligation de règlement des factures à échéance, faute de pénalités ou d'inscription dans un fichier des mauvais payeurs. Dans le milieu de la restauration, c'est un problème récurrent et pénalisant. Enfin, un accès facilité au financement permettrait d'optimiser les ressources consacrées au développement des entreprises.
